

ETHIOPIE



20 juillet 2020



Médias sociaux et état des libertés internet

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008)

[cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Pénétration d'internet et des médias sociaux dans le pays	3
1.1. Pénétration d'internet	3
1.2. <i>Facebook</i> , principale plateforme sociale	3
1.3. <i>Telegram</i> , principale messagerie	3
2. Répression gouvernementale des libertés d'internet.....	4
1. Les prémices de la répression sur internet	4
2.2. Les débuts de la contestation amhara et oromo, 2014-2016.....	4
2.3. La fin du mandat d'Hayle Mariam Desalegn (2017-2018)	6
2.4. Après 2018, la situation sous le mandat d'Abiy Ahmed	6
Bibliographie	8

Résumé : Depuis plusieurs années, les médias sociaux sont en expansion constante en Ethiopie et sont devenus un véritable outil de communication pour l'opposition. Le gouvernement entretient une politique de restriction des libertés d'Internet dans le but de juguler les mouvements sociaux. Cette note fait le point sur les principaux médias sociaux utilisés dans le pays et l'évolution des restrictions imposées par l'Etat.

Abstract:For several years, social media has been constantly expanding in Ethiopia. Become a real communication tool for the opposition, the Government maintains a policy of restriction of the Internet freedoms in order to curb social movements. This note makes a focus on main social media in use in the country and the evolution of the restrictions imposed by the state.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Pénétration d'internet et des médias sociaux dans le pays

1.1. Pénétration d'internet

Avant d'étudier les informations relatives aux réseaux sociaux, il est important d'aborder les chiffres sur la pénétration d'Internet dans le pays. Ainsi, selon *Dataportal*, groupe d'analyse des données internet, en 2018, la pénétration d'internet en Ethiopie ne concerne qu'une quinzaine de pourcents d'une population de 105 millions de personnes. Le rapport de 2019 de *The Collaboration on International ICT¹ Policy in East and Southern Africa* (CIPESA – centre d'analyse des politiques et stratégies internet en Afrique basé à Kampala en Ouganda) estime qu'en 2000 la pénétration internet en Ethiopie est de 0.02%, 0.22% en 2005, 0.75% en 2010, 13.86% en 2015 et 18.6% en 2019, soit des chiffres relativement similaires à ceux de *Dataportal*².

1.2. Facebook, principale plateforme sociale

Selon le site d'analyse statistique irlandais *Statcounter*, entre mai 2019 et mai 2020, *Facebook* compte pour 53,99% de l'utilisation des réseaux sociaux en Ethiopie. Assez loin derrière, on trouve *Pinterest* qui compte pour 19,11%, *Youtube* pour 17,73%, *Twitter* pour 7,04%, *Instagram* pour 1,23% et *Reddit* pour 0,29%³.

Le site, qui analyse les données depuis 2015 en termes de nombre de visites, montre un monopole de *Facebook* sur ce marché. En effet, le réseau social est très largement au dessus des 50%, avoisinant même, à certains moments, les 100%. Les chutes de pourcentage de *Facebook* semblent être liées à des épisodes d'augmentation à la fois de *Pinterest* et de *Youtube*. *Facebook* reste en première position⁴.

Les utilisateurs de réseaux sociaux sont en augmentation constante. En 2020 ils sont 6.2 millions, ce qui représente une hausse de 4% par rapport à 2019. Par ailleurs, 97% des connexions aux réseaux sociaux se font sur mobile. Dans les faits, la pénétration ne concerne que 5,5% des Ethiopiens⁵.

1.3. Telegram, principale messagerie

Il faut cependant séparer les plateformes sociales type *Facebook* et *Twitter* des messageries comme *Whatsapp*⁶, *Telegram* ou *Messenger* (la messagerie de plateforme *Facebook*). En effet, là, les chiffres sont un peu différents de ceux des connexions à internet à proprement parler. Pour *Dataportal*, entre janvier 2019 et janvier 2020, on enregistre 46,75 % de la population utilisant une connexion mobile (internet mobile). Rien qu'entre janvier 2019 et janvier 2020, on observe une augmentation de 18%. Les personnes se connectant à l'internet mobile constituent 41% de la population.⁷

Ainsi, un rapport de 2018 de *We are social*, agence internationale d'analyse des données liées aux réseaux sociaux, au sujet de l'année 2017 et fondé sur les téléchargements de la plateforme Google Play store, estime que *WhatsApp* est la messagerie la plus utilisée en Afrique à l'exception d'un pays, l'Ethiopie, où *Telegram* domine le marché⁸.

¹ Information and Communication Technology

² CIPESA, "State of Internet Freedom in Africa 2019", septembre 2019, [url](#)

³ Statcounter, "Social Media Stat Ethiopia – May 2019-May 2020", 2020, [url](#)

⁴ *Ibid.* [url](#)

⁵ Datareportal, *op.cit.* [url](#)

⁶ Une messagerie appartenant à la firme *Facebook*

⁷ *Ibid.* [url](#)

⁸ *We are social*, "Global Digital Report 2018", 2018, [url](#)

Telegram est actuellement la messagerie la plus utilisée pour plusieurs raisons. La première est que les mises-à-jours sont moins nombreuses et moins lourdes (49 megabits pour *Telegram*, 103 pour *WhatsApp* et 125 pour *Messenger*) ce qui constitue une donnée importante si l'on considère que le débit internet représente un coût certain⁹.

Une autre raison, plus évidente, entre en ligne de compte. Avec la politique récurrente de l'Éthiopie de restriction internet et d'installation de logiciel espions par le biais de publicités¹⁰, *Telegram* apparaît comme une messagerie plus sûre. Elle propose en effet un chiffrement des données et ne laisse quasiment aucune trace, ce qui rend l'espionnage de ses utilisateurs très difficile¹¹.

Une autre raison importante tient au fait qu'à la différence de *WhatsApp* qui ne peut pas accueillir de groupes de conversation de plus de 256 personnes, *Telegram* autorise la création de « super-groupes » soit une limite qui dépasse les 100 000 individus, un outil essentiel à la propagation des informations de certains groupes militants¹².

2. Répression gouvernementale des libertés d'internet

1. Les prémices de la répression sur internet

Les réseaux sociaux ont une importance considérable dans les mouvements de contestation. Pour le CIPESA, les premières restrictions sur internet apparaissent en 2005. L'année suivante est créée l'*Information Network Security Agency* (INSA), service gouvernemental chargé de surveiller internet¹³.

C'est néanmoins à partir de 2012 que le phénomène prend un caractère plus systématique. C'est à ce moment qu'internet pénètre résolument le pays, dépassant franchement le seuil des 10% de la population connectée au réseau¹⁴. L'Éthiopie adopte cette année des mesures de restriction des libertés d'internet, notamment la Proclamation n° 761/2012, dite Proclamation d'infraction de fraude en matière de télécommunications¹⁵. Cette année-là, de nombreux cas de blocage de sites internet (blogs, informations et médias sociaux) et d'applications ont été enregistrés¹⁶.

2.2. Les débuts de la contestation amhara et oromo, 2014-2016

La répression sur internet se trouve systématisée dans le pays durant la période 2014-2016. Déjà en 2014, des activistes du groupe de bloggeurs *Zone 9* sont arrêtés pour incitation à la haine sur les réseaux sociaux¹⁷. Ils sont inculpés sous le coup de la loi antiterroriste¹⁸. Plus largement, dès les débuts des tensions interethniques qui vont caractériser cette période et perdurer dans le pays jusqu'à maintenant, ces réseaux, plateformes et messageries vont constituer l'élément fondamental de la communication

⁹ Quartz, *op.cit.* 24/02/2018, [url](#)

¹⁰ Visant les opposants politiques, le gouvernement a eu recours à des logiciels espions. Ces derniers étaient envoyés, à des journalistes d'opposition notamment, par mail sous la forme d'une publicité contenant une vidéo ou d'un lien cliquable. Depuis 2016, l'Éthiopie a ainsi ciblé des opposants politiques à travers 20 pays dans le monde. La technologie utilisée, Pc Surveillance System (PSS), appartient à l'entreprise israélienne *Cyberbit*. Quartz, "Ethiopia is using Israeli spy technology to target its dissidents abroad", 14/12/2017, [url](#)

¹¹ Quartz, *op.cit.* 24/02/2018, [url](#)

¹² *Ibid.* [url](#)

¹³ CIPESA, "State of Internet Freedom in Africa 2019", septembre 2019, [url](#)

¹⁴ *Ibid.* [url](#)

¹⁵ Ethiopian Legal Brief (blog éthiopien d'information juridique), "Proclamation N°. 761/2012 – Telecom Fraud Offence Proclamation", 13/12/2012, [url](#)

¹⁶ Freedom House, "Freedom on the Net 2016 – Ethiopia", 2016, [url](#)

¹⁷ Reporter sans frontières (RSF), "Zone 9 bloggers 365 too many in prison", 29/04/2015, [url](#)

¹⁸ La loi antiterroriste de 2009 autorise notamment les services de renseignements à intercepter les communications des usagers d'internet.

des groupes d'opposition. Le contrôle de ces médias sociaux devient ainsi un enjeu majeur pour le pays¹⁹.

Pour le CIPESA, 2015 marque un tournant dans la gestion d'internet. Cette année correspondrait ainsi à la systématisation de la répression internet en Ethiopie certes mais plus largement dans de nombreux pays africains comme le Tchad ou le Cameroun. Pour le centre d'analyse, c'est un phénomène qui s'insère dans une dynamique africaine globale²⁰.

Pour *Amnesty International* (AI), entre 2014 et 2016, le Gouvernement choisit d'étendre la portée de la répression et du maintien de l'ordre aux technologies informatiques, le but étant d'endiguer les vagues de contestation en les étouffant²¹. Les « activistes digitaux » sont dès lors criminalisés et l'Etat adopte des politiques de restrictions des libertés en coupant à plusieurs reprises la connexion internet, que ce soit au niveau régional ou national²².

Pour légitimer son action et canaliser l'activisme, le gouvernement d'Hayle Mariam Desalegn, Premier ministre de l'époque et chef de l'Etat, promulgue une loi sur la cyber criminalité en juin 2016²³ et déclare l'Etat d'urgence en octobre 2016²⁴. S'ensuit une vague de répression qui aboutit à l'arrestation de milliers de personnes accusées de diverses charges liées au terrorisme²⁵ ou à son apologie²⁶. Néanmoins, comme l'indique *Freedom House*, en mars déjà, des applications de messagerie comme *WhatsApp* ou des média sociaux comme *Twitter* deviennent périodiquement inaccessibles dans certaines régions, surtout en Oromia²⁷. En 2016, l'ONG donne la note de 83/100 à l'Ethiopie, où 100 représente la pire note²⁸.

En 2016, le gouvernement considère que les médias sociaux donnent du pouvoir aux populistes qui exploitent la candeur des gens mais qui dans les faits, distillent la haine et l'intolérance. C'est par cet argument que Hayle Mariam Desalegn justifie la surveillance et, le cas échéant, la suspension des média sociaux²⁹.

La diaspora a également joué un rôle de contre-pouvoir important. En effet, alors qu'il devient impossible d'exprimer une opinion négative à l'encontre du gouvernement, les Ethiopiens de l'étranger ont été très actifs sur les réseaux sociaux. Qu'il s'agisse d'écrivains, de bloggeurs, de journalistes ou de simples utilisateurs des réseaux sociaux, d'ethnie amhara ou oromo, beaucoup de ressortissants éthiopiens à l'étranger se sont exprimés et ont véhiculé des informations sur la situation dans le pays³⁰. Notamment, le 2 octobre 2016, lors du festival d'*Ireecha*³¹, des violences sont perpétrées par le

¹⁹ The Conversation, "Why the Oromo protests mark a change in Ethiopia's political landscape", 14/07/2016, [url](#) ; The New York Times, " 'A Generation is protesting' in Ethiopia, Long a U.S. Ally", 12/08/2016, [url](#)

²⁰ CIPESA, *op.cit.* [url](#)

²¹ AI, "Ethiopia Offline – Evidence of Social Media Blocking and Internet Censorship in Ethiopia", 2016, [url](#)

²² Freedom House, "Ethiopia: Attack on Civil Society Escalates as Dissent Spreads", 22/07/2016, [url](#)

²³ République démocratique fédérale d'Ethiopie, "Proclamation n°. 958/2016 – Computer Crime Proclamation", 2016, [url](#)

²⁴ The New York Times, « Ethiopia Declares State of Emergency After Violent "Protests", 09/10/2016, [url](#)

²⁵ Terme qui vise parfois les opposants au régime afin de justifier le recours à des pratiques répressives à leur encontre.

²⁶ HRW, "US: Stand Up for Ethiopians as Government Stifles Protests, Jails Journalists", 09/03/2017, [url](#)

²⁷ Freedom House, "Freedom in the World 2017 – Ethiopia", 2017, [url](#)

²⁸ Freedom House, *op.cit.* 2016, [url](#)

²⁹ AI, *op.cit.* 2016, [url](#)

³⁰ *Ibid.* [url](#) ; Quartz, "The diaspora media movement shaping the coverage of Ethiopia's protests", 25/10/2016, [url](#)

³¹ Cette fête oromo annuelle est un remerciement à Dieu pour ses bienfaits. Elle marque la fin de la saison des pluies et prend place à Addis Abeba ou à Bishoftu selon les années. En 2016 des tirs de gaz lacrymogène de la police fédérale avait créé un mouvement de panique qui avait à son tour occasionné la mort de plusieurs dizaines de pèlerins.

Gouvernement à l'encontre des participants et l'internet est coupé dans la plupart du pays. La diaspora est alors un important vecteur d'information et de dénonciation³².

En 2016 également, des *Qeeroo*, la jeunesse oromo s'opposant au gouvernement, ont fait fuiter les sujets d'examen de fin d'année pour les lycées afin de protester contre ce qu'ils qualifiaient alors d'injustice à l'encontre des personnes ayant manqué l'école du fait des mouvements sociaux qui avaient alors lieu. En réponse à cela, entre mai et juin, l'Etat a alors fait couper internet le temps d'organiser une nouvelle session et pour éviter la propagation de nouvelles fuites. Entre juillet et août 2016, internet est de nouveau coupé pour lutter contre les mouvements de protestations amhara et oromo³³.

2.3. La fin du mandat d'Hayle Mariam Desalegn (2017-2018)

L'ONG *Freedom House* estime ainsi dans un rapport concernant l'année 2017 que l'Ethiopie subit des censures internet de la part du gouvernement sous la forme de coupures internet, de blocages des réseaux sociaux et de fermetures de certains sites³⁴. En 2017, le gouvernement coupe de nouveau internet pour parer à toute éventualité de fraude aux examens de fin d'année³⁵. L'opération n'est pas répétée pour la session de 2018. Entre temps Abiy Ahmed est arrivé au pouvoir, proposant une nouvelle ligne politique³⁶.

Un rapport de novembre 2018 du *Danish Immigration Service* (DIS) explique, sur la base d'entretiens menés cette année-là que la surveillance des médias est alors toujours d'actualité. Le document indique que l'accès à internet par l'intermédiaire d'un réseau privé virtuel³⁷ (*Virtual Private Network*, VPN) est puni par la loi. Selon le rapport, même les membres de la diaspora seraient surveillés³⁸.

Entre le 16 février et le 5 juin 2018, l'Etat d'urgence est proclamé une seconde fois depuis 2016 en raison de la nouvelle montée des tensions en région amhara et oromo³⁹. Le département d'Etat américain (USDOS) produit en 2019 un rapport évoquant l'état des libertés internet durant cette période. Il est ainsi expliqué qu'à cette période, l'utilisation d'internet, de la télévision et des réseaux mobiles a été suspendue en plusieurs endroits d'Ethiopie, tout particulièrement l'Oromia, l'Amhara et la capitale, Addis Abeba. La connexion est rétablie en avril mais de nombreux sites et blogs sont désormais inaccessibles⁴⁰.

2.4. Après 2018, la situation sous le mandat d'Abiy Ahmed

Avec l'arrivée d'Abiy Ahmed au pouvoir, il serait logique de déduire un changement de stratégie vis-à-vis de l'outil internet. En effet, la politique de libéralisation des monopoles d'Etat, notamment l'ouverture du marché des télécommunications à d'autres acteurs que la compagnie nationale, *Ethio Telecom*, sur la base de la proclamation régulatrice des communications de juin 2019, pourrait faire penser à un assouplissement des méthodes de surveillance. En réalité il n'en est rien⁴¹.

³² Global Interagency Security Forum (GISF – ONG anglaise d'analyse sécuritaire), "The State of Emergency in Ethiopia and Aid Worker Security", 31/10/2016, [url](#)

³³ Reuters, "Ethiopia cuts off internet after high school exam leaks", 01/06/2017, [url](#)

³⁴ Freedom House, "Freedom in the World 2017 – Ethiopia", 2017, [url](#)

³⁵ The Guardian, "Ethiopia turns off internet nationwide as students sit exams", 31/05/2017, [url](#)

³⁶ Statcounter, "Social Media Stat Ethiopia – May 2019-May 2020", 2020, [url](#)

³⁷ Outil internet permettant de localiser son adresse IP (comprendre l'adresse internet de la machine utilisée) à un autre endroit et donc dans une certaine mesure de camoufler ses actions sur le web.

³⁸ Danish Immigration Service (DIS), "Ethiopia – Political situation and treatment of opposition", septembre 2018, [url](#)

³⁹ BBC News, "Why has Ethiopia imposed a state of emergency ?", 21/02/2018, [url](#)

⁴⁰ USDOS, "Country Report on Human Rights Practices 2018 – Ethiopia", 13/03/2019, [url](#)

⁴¹ CIPESA, *op.cit.* [url](#)

Divers outils d'analyse de données dont ceux de Google ont noté des coupures d'internet à plusieurs reprises au mois de juin 2019. L'action et ses origines ne sont pas claires cependant *WhatsApp* a été particulièrement visée par ces restrictions de juin 2019. L'analyse des données semble également indiquer qu'*Ethio Telecom* a tenté de bloquer la messagerie *Telegram*. On ne sait pas dans quelle mesure l'opération a réussi mais il semblerait que le gouvernement d'Abiy n'ait pas renoncé à mettre en place des limitations internet⁴².

L'une des hypothèses retenues serait que le gouvernement essaye de contrôler les principales messageries, y compris celles qui sont sécurisées, comme *Telegram*, fortement utilisée pour déjouer la surveillance des services de renseignement. L'affaire pourrait aussi avoir un lien avec la tentative de coup d'Etat du 22 juin 2019, en Amhara. Si c'est le cas, aucune information ne permet actuellement de comprendre le lien entre ces deux événements⁴³.

Un rapport de 2020 de *Freedom House* portant sur l'année 2019 montre que la stratégie gouvernementale visant à couper internet ou l'accès à des messageries persiste. Il s'agit d'un outil habituel de répression de l'opposition et des contenus considérés comme subversifs⁴⁴.

Depuis le 3 janvier 2020, les autorités ont procédé à plusieurs coupures d'internet et mobiles en Oromia, ce qui laisse supposer que les stratégies gouvernementales de restriction des libertés n'ont pas changé depuis la démission d'Hayle Mariam Desalegn⁴⁵.

Parmi les phénomènes qui distinguent l'usage des réseaux entre la fin du mandat de Desalegn et le début de celui d'Abiy, il y a la place accordée aux réseaux dans la stratégie de communication du gouvernement. En effet, pour *International Crisis Group* (ICG), le nouveau Premier ministre utilise les médias sociaux, *Twitter* notamment, comme moyen de communication politique⁴⁶.

Par ailleurs, autre changement majeur, ICG indique que certains *qeeroo* deviennent résolument xénophobes et leur vindicte se porte notamment sur les éthiopiens non oromo vivant en région Oromo. Des torrents de propos haineux sont ainsi déversés sur les médias sociaux⁴⁷. Cet avis est partagé par AI dans un rapport du 17 septembre 2018⁴⁸.

⁴² Statcounter, *op.cit.*[url](#) ; Netblocks, "Ethiopia partially restores internet access days after blackout following reported Amhara coup attempt", 27/06/2019, [url](#)

⁴³ CNN, "Ethiopia has been offline, and nobody really knows why", 17/06/2019, [url](#)

⁴⁴ Freedom House, "Freedom in the World", 04/03/2020, [url](#)

⁴⁵ HRW, "Ethiopia : Communications Shutdown Takes Heavy Toll", 09/03/2020, [url](#)

⁴⁶ ICG, "Managing Ethiopia's Unsettled Transition", 21/02/2019, [url](#)

⁴⁷ *Ibid.*[url](#)

⁴⁸ AI, "Ethiopia: Investigate police conduct after deaths of five people protesting ethnic clashes", 17/09/2018, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en juillet 2020

Textes juridiques

République démocratique fédérale d'Ethiopie, "Proclamation n°. 958/2016 – Computer Crime Proclamation", 2016,
<https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/103967/126636/F1922468791/ETH103967.pdf>

Ethiopian Legal Brief, "Proclamation N°. 761/2012 – Telecom FraudOffence Proclamation", 13/12/2012,
<https://chilot.me/2012/12/proclamation-no-7612012-telecom-fraud-offence-proclamation/>

Centre de Recherche

CIPESA, "State of Internet Freedom in Africa 2019", septembre 2019,
<https://www.ecoi.net/en/file/local/2017461/State-of-Internet-Freedom-in-Africa-2019.pdf>

Institutions nationales

Danish Immigration Service (DIS), "Ethiopia – Political situation and treatment of opposition", septembre 2018,
https://www.ecoi.net/en/file/local/1450527/1226_1542183917_ethiopia-political-situation-report-2018.pdf

USDOS, "Country Report on Human Rights Practices 2018 – Ethiopia", 13/03/2019,
<https://www.ecoi.net/en/document/2004155.html>

ONG

HRW, "Ethiopia: Communications Shutdown Takes Heavy Toll", 09/03/2020,
<https://www.ecoi.net/en/document/2026148.html>

Freedom House, "Freedom in the World", 04/03/2020,
<https://www.ecoi.net/en/document/2025913.html>

ICG, "Managing Ethiopia's Unsettled Transition", 21/02/2019,
https://www.ecoi.net/en/file/local/1458451/5351_1551419498_269-managing-ethiopia-print.pdf

AI, "Ethiopia: Investigate police conduct after deaths of five people protesting ethnic clashes", 17/09/2018,
<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2018/09/ethiopia-investigate-police-conduct-after-deaths-of-five-people-protesting-ethnic-clashes/>

Freedom House, "Freedom in the World 2017 – Ethiopia", 2017,
<https://www.ecoi.net/en/document/1399209.html>

HRW, "US: Stand Up for Ethiopians as Government Stifles Protests, Jails Journalists", 09/03/2017,
<https://www.hrw.org/news/2017/03/09/us-stand-ethiopians-government-stifles-protests-jails-journalists>

AI, "Ethiopia Offline – Evidence of Social Media Blocking and Internet Censorship in Ethiopia", 2016, <https://www.amnesty.ch/de/laender/afrika/aethiopien/dok/2016/webseiten-und-soziale-medien-waehrend-protesten-systematisch-blockiert/bericht-ethiopia-offline-evidence-of-social-media-blocking-and-internet-censorship-in-ethiopia.pdf>

Global Interagency Security Forum, "The State of Emergency in Ethiopia and Aid Worker Security", 31/10/2016, <https://reliefweb.int/report/ethiopia/state-emergency-ethiopia-and-aid-worker-security>

Freedom House, "Freedom on the Net 2016 – Ethiopia", 2016, <https://www.ecoi.net/en/document/1098582.html>

Freedom House, "Ethiopia: Attack on Civil Society Escalates as Dissent Spreads", 22/07/2016, <https://freedomhouse.org/article/ethiopia-attack-civil-society-escalates-dissent-spreads>

Reporter sans frontières (RSF), "Zone 9 bloggers 365 too many in prison", 29/04/2015, <https://rsf.org/en/news/zone9-bloggers-365-days-too-many-prison>

Médias

CNN, "Ethiopia has been offline, and nobody really knows why", 17/06/2019, <https://edition.cnn.com/2019/06/17/africa/ethiopia-internet-outage-intl/index.html>

Quartz, "In a continent dominated by WhatsApp, Ethiopia prefers Telegram", 24/02/2018, <https://qz.com/africa/1214381/in-a-continent-dominated-by-whatsapp-ethiopia-says-yes-to-telegram/>

BBC News, "Why has Ethiopia imposed a state of emergency?", 21/02/2018, <https://www.bbc.com/news/world-africa-43113770>

Quartz, "Ethiopia is using Israeli spy technology to target its dissidents abroad", 14/12/2017, <https://qz.com/africa/1156436/ethiopia-is-spying-on-oromo-opposition-members-using-israeli-commercial-spyware/>

Reuters, "Ethiopia cuts off internet after high school exam leaks", 01/06/2017, <https://www.reuters.com/article/us-ethiopia-internet/ethiopia-cuts-off-internet-after-high-school-exam-leaks-idUSKBN18S535>

The Guardian, "Ethiopia turns off internet nationwide as students sit exams", 31/05/2017, <https://www.theguardian.com/technology/2017/may/31/ethiopia-turns-off-internet-students-sit-exams>

Quartz, "The diaspora media movement shaping the coverage of Ethiopia's protests", 25/10/2016, <https://qz.com/africa/817605/the-diaspora-media-movement-shaping-the-coverage-of-ethiopias-oromo-and-amhara-protests/>

The New York Times, « Ethiopia Declares State of Emergency After Violent 'Protests' », 09/10/2016, <https://www.nytimes.com/2016/10/10/world/africa/ethiopia-state-of-emergency.html>

The New York Times, " 'A Generation is protesting' in Ethiopia, Long a U.S. Ally", 12/08/2016, https://www.nytimes.com/2016/08/13/world/africa/ethiopia-protests.html?_r=0

The Conversation, "Why the Oromo protests mark a change in Ethiopia's political landscape", 14/07/2016, <https://theconversation.com/why-the-oromo-protests-mark-a-change-in-ethiopia-political-landscape-63779>

Autres sources

Datareportal, "Digital 2020: Ethiopia", 2020, <https://datareportal.com/reports/digital-2020-ethiopia>

Statcounter, "Social Media Stat Ethiopia – May 2019-May 2020", 2020, <https://gs.statcounter.com/social-media-stats/all/ethiopia>

Netblocks, "Ethiopia partially restores internet access days after blackout following reported Amhara coup attempt", 27/06/2019, <https://netblocks.org/reports/ethiopia-partially-restores-internet-days-after-amhara-coup-attempt-blackout-V8xxlo8k>

We are social, "Global Digital Report 2018", 2018, <https://digitalreport.wearesocial.com/>